



PRÉFET DES PYRÉNÉES- ATLANTIQUES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LE DÉPARTEMENT DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES EST L'UN DES PREMIERS BÉNÉFICIAIRES DE LA DEUXIÈME ÉDITION DE L'APPEL À PROJETS FONDS FRICHES EN NOUVELLE-AQUITAINE

à Pau, le 19 novembre 2021

Dans le cadre du plan de relance, le Gouvernement a déployé un fonds de 650 millions d'euros pour le financement des opérations de recyclage des friches. Face au succès rencontré au niveau national par la première édition, une seconde a été lancée au mois de juillet 2021.

En Nouvelle-Aquitaine, la deuxième édition a débuté le 15 juillet 2021 en association avec l'ADEME, la Banque des territoires, l'établissement public foncier et la région Nouvelle-Aquitaine. À l'issue de cet appel à projet, 174 dossiers néo-aquitains ont été déposés sur la plateforme nationale pour un montant de plus de 130 millions d'euros sollicités, et 101 projets ont été retenus pour une enveloppe régionale globale de 29,65 millions d'euros. Le financement de ces projets doit permettre de recycler 2 810 ha de friches et générer près de 237 000 m² de surfaces de logements, dont 45 % de logements sociaux, et 588 000 m² de surfaces économiques (notamment bureaux, commerces, industries).

Dans le cadre de cette enveloppe régionale de 29,6 millions, les Pyrénées-Atlantiques bénéficient de la deuxième plus importante dotation avec 4,12 millions d'euros pour un total de 12 projets. Les enveloppes budgétaires de ces projets vont de 33 940 euros à 850 000 euros et se répartissent sur les territoires de Alos-Sibas-Abense, Banca, Bayonne, Cambo-les-Bains, Garlin, Hendaye, Irissarry, Oloron-Sainte-Marie, Pau, Souraïde et Villefranque.

La mise en place de ce fonds friches constitue une action majeure du plan de relance. À ce titre, le préfet des Pyrénées-Atlantiques tient à saluer la mobilisation des services de l'État et des acteurs locaux dans le département, qui ont activement participé à cette réussite si importante pour le développement économique des territoires, mais aussi pour la lutte contre l'artificialisation des sols et la pénurie de logement.